

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société DAMART
de respecter les dispositions du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel
du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts
couverts soumis à la rubrique 1510 pour son établissement de HEM**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2001 autorisant la société DAMART, dont le siège social situé 25 avenue fosse aux Chênes 59100 ROUBAIX, à exploiter une plateforme logistique située boulevard Clemenceau à HEM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 13 mai 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 14 mai 2025 et réceptionné le 26 mai 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 14 mai 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant ce qui suit :

1. une visite d'inspection a été réalisée le 29 avril 2025 sur le site exploité par la société DAMART situé boulevard Clemenceau à 59510 HEM ;
2. lors de la visite en date du 13 mars 2025, l'ingénieur de l'industrie et des mines a constaté les non-conformités suivantes :
 - des modifications des conditions d'exploitation et des installations classées pour la protection de l'environnement sont survenues sur le site sans être portées à la connaissance du préfet ;
 - des installations classées pour la protection de l'environnement ont été mises à l'arrêt sans être notifiées au préfet ;
 - les rapports de vérification des portes coupe-feu, de l'extinction automatique, du désenfumage, des extincteurs et des RIA mentionnent des non-conformités ;
3. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles L. 181-14, R. 512-39-1 et R. 512-39-6 du code de l'environnement, ainsi que du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société DAMART, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social situé 25 avenue Fosse aux Chênes 59100 ROUBAIX est mise en demeure pour son site situé boulevard de Clemenceau à 59510 HEM de :

- respecter les dispositions des articles L. 181-14, R. 512-39-1 et R. 512-39-6 du code de l'environnement ;
- respecter les dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 en portant à la connaissance du préfet les modifications de son établissement de HEM dans un délai de 3 mois ;
- lever les non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification des portes coupe-feu du 28 janvier 2025, dans le rapport de vérification de l'extinction automatique du 22 octobre 2024, dans le rapport de vérification des robinets d'incendies armés (RIA) du 3 avril 2025, dans le rapport de vérification des extincteurs du 4 avril 2025, le rapport de vérification des exutoires du 22 novembre 2024 dans un délai de 3 mois.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de HEM ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de HEM et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **28 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO